

[Text]

That brings us to what you can do about it, other than this flush-the-system-out, high-unemployment approach to reducing inflation. I would suggest we should take a hard look at a different kind of incomes policy than the one we currently have.

I put it that way because there are some people out there who are maintaining that we do not have incomes policies and we ought not to get into them. But I would like to point out to you that in fact the policy of very high real interest rates is an incomes policy. It is a policy that takes money from debtors and gives it to creditors. To the extent that you are running an exchange rate policy with an overvalued currency you are making a decision on an incomes policy basis to take money away from exporters and import-competing industries and give it to ones that are domestic-based and to domestic real incomes.

So there are incomes policies in place now. And an incomes policy of running 8% unemployment is also a policy that says we are purposely going to create and maintain a certain amount of economic slack in society and only employ 92% of the people.

What I would suggest is worth looking into is to recognize first that we have an incomes policy and then ask the question whether there is a better incomes policy than that which would allow us to move maybe on all fronts: to less inflation, to lower unemployment, to better regional distribution of income, more productivity growth, and so on. I think it is possible. But the frustration is that we cannot seem to get anyone to look at it and to consider it, because if you start looking at incomes policy people immediately jump to a mandatory wage and price controls, ram it down your throat kind of process, which was what we adopted in the 1975 period.

There are many approaches on the incomes policy side other than that extreme. I think a good healthy discussion on the incomes policy side, recognizing, as I say, what we already have as an incomes policy, would be a good first step in that direction.

• 1215

Certainly when we look at some of the other countries around the world and marvel at their economic performance on the inflation front, on productivity growth, on low rates of unemployment, high real economic growth—and I am talking here about Japan, Germany, Austria, Switzerland, Sweden and so on—we say why is it that they do that? You look and you probe and it turns out that they understand about incomes policies in most of those countries. There is a collective bargaining process that takes into account the realities of the economy in which they are operating.

There are rules of the game, so to speak, that provide a degree of trust among the various groups in society that they can get on with producing those kinds of real economic growth and productivity outcomes. We do not seem to be

[Translation]

Ce qui nous amène à ce que l'on peut faire pour s'attaquer aux problèmes de l'inflation, à part cette méthode radicale consistant à purger tout le système et à faire augmenter le chômage. Je trouve que nous devrions envisager sérieusement d'appliquer une politique de revenu différente de la politique actuelle.

Je signale en passant qu'il y a des gens qui soutiennent que nous n'avons aucune politique du revenu à l'heure actuelle et que nous ne devrions pas en avoir. Mais j'attire votre attention sur le fait qu'en réalité la politique des taux d'intérêt très élevés est une politique du revenu. C'est une politique qui enlève de l'argent aux débiteurs pour en donner aux créanciers. Dans la mesure où l'on applique une politique du taux de change aboutissant à une devise surévaluée, on se trouve à appliquer également une politique du revenu consistant à enlever de l'argent aux exportateurs et aux entreprises qui concurrencent les importations pour donner de l'argent aux entreprises purement nationales de manière à faire augmenter le revenu intérieur réel.

Il y a donc une politique de revenu en place à l'heure actuelle. Et une politique du revenu qui consiste à provoquer un taux de chômage de huit p. 100 est également une politique selon laquelle nous visons à créer délibérément et à maintenir un certain marasme économique dans notre société en employant seulement 92 p. 100 des gens.

Je pense qu'il vaudrait la peine de reconnaître tout d'abord que nous avons une politique du revenu et de poser ensuite la question de savoir s'il n'y aurait pas une meilleure politique de revenu, une politique qui nous permettrait peut-être d'avancer sur tous les fronts: réduire l'inflation, abaisser le taux de chômage, obtenir de meilleurs résultats en matière de répartition régionale de la richesse, de croissance de la productivité, etc. Je pense que c'est possible. Mais ce qui est frustrant, c'est que l'on ne puisse intéresser personne à la question, car dès que l'on commence à parler de politique du revenu, les gens évoquent immédiatement le contrôle obligatoire des prix et des salaires, le genre de programmes qu'on avait appliqué brutalement vers 1975.

Il y a bien d'autres manières d'agir sur les revenus sans aller jusqu'à cet extrême. Je pense qu'une bonne et franche discussion sur la politique du revenu, en commençant par reconnaître, comme je le disais, que nous avons déjà une politique du revenu, serait un bon point de départ dans cette direction.

Chose certaine, quand on se tourne vers d'autres pays du monde et que l'on s'étonne de leurs succès dans le domaine économique (inflation minimale, croissance de la productivité, faible taux de chômage, taux de croissance réel élevé) et je songe notamment à des pays comme le Japon, l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse, la Suède, etc., on se demande comment ils peuvent bien y arriver. On scrute la question dans tous les sens et on finit par s'apercevoir que, dans la plupart de ces pays-là, on comprend l'importance d'une politique du revenu. On y applique un mécanisme de négociation collective qui tient compte de la conjoncture économique.

Il y a dans ces pays des règles du jeu qui permettent de faire régner une certaine confiance parmi les divers groupes de la société; c'est ainsi que l'on aboutit à des taux de croissance réels intéressants sur la plan de l'économie et de